

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Québec) - G1K 2X1 - Téléphone : (418) 525-6187 poste 221
Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

Novembre 2019
Numéro 303

Élections en Argentine, un de nos membres nous raconte

Miguel Paolinelli est Argentin, il vit au Québec depuis 35 ans. C'est le conjoint de Mayté Martinez qui a déjà fait des présentations ici à au moins deux reprises. Ils sont allés en Argentine pour voter lors des dernières élections présidentielles. Miguel va nous parler de ce beau et lointain pays dont on entend si peu parler ici. Dans mon enfance, on nous présentait l'Argentine, avec le Canada et l'Australie, comme les greniers du monde parce qu'ils avaient d'immenses terres et une faible densité de population. Je me souviens aussi du coup d'État en mars 1976 et que la dictature qui s'en est suivie a laissé un bilan de 30 000 morts, la fine fleur de la jeunesse argentine. C'est un page noire de l'histoire et je pense que comme Québécois, nous avons le devoir de connaître ces événements et d'être solidaires. Nous avons aussi besoin de savoir de quel côté de l'histoire est-ce que nous situons comme pays: du côté des oppresseurs ou de ceux qui veulent se montrer solidaires? Yves Carrier

Élections présidentielles en Argentine,
un de nos membres nous raconte
Avec Miguel Paolinelli



ARGENTINA 2019

Quand: Jeudi, le 14 novembre à 18h30
un souper à contribution volontaire est offert à compter de 17h

Où: Au 435 rue du Roi, au 2ième étage

Pour info: 418-525-6187 poste 221



Bonsoir, je m'appelle Miguel et je suis Argentin. Cela fait 35 ans que je vis au Québec, 25 ans à Montréal et le reste du temps ici à Québec. Je suis un ouvrier qui a toujours été intéressé par les questions politiques et sociales en Argentine. Avant de venir ici, j'étais un militant politique. En raison de mon implication militante, j'ai dû quitter l'Argentine. Je suis arrivé ici au moment où la dictature se terminait. J'ai passé huit ans en prison en Argentine, de 16 à 24 ans, comme prisonnier politique. Depuis 1978, j'avais un visa qui me permettait de quitter l'Argentine pour le Canada, mais les autorités refusaient de me libérer. J'ai été relâché peu avant la fin de la dictature par la voie de la Cour suprême de justice qui a forcé le gouvernement militaire à libérer les prisonniers politiques parce que nous n'avions pas été jugés et que nous étions incarcérés sous la seule base d'être considérés comme une éventuelle menace à la sécurité intérieure du pays. Miguel Paolinelli

14 participantEs

Marie-France Dulac, Robert Lapointe, Éric Lapointe, Michel Leclerc, Francine Bordeleau, Michaël Lessard, Jonathan Côté, Chantale Coulombe, Yves Carrier, Fernand Dorval, Miguel Paolinelli, Monique Toutant, Mario Gil, Denis Auger



Lorsque je suis sorti de prison, la consule m'a envoyé une lettre m'invitant à venir au Canada si j'étais toujours intéressé. Je souhaitais demeurer en Argentine, mais c'était très difficile pour moi de trouver un emploi. Alors j'ai dû quitter. J'avais un visa de réfugié politique, mais je suis parti parce que j'étais étouffé économiquement. Depuis que j'habite ici, j'ai vécu à distance tout ce qui s'est passé là-bas, soit par les témoignages des gens, soit par la lecture des journaux ou de livres, par des visites que j'ai faites là-bas et des contacts que j'avais avec mes anciens camarades, soit de prison, soit de militantisme.

Aujourd'hui, j'ai vécu plus d'années ici qu'en Argentine. J'avais 25 ans quand je suis arrivé ici. J'ai maintenant 61

ans. Je suis entré en prison à l'âge de 16 ans. Je me considère chanceux d'en être sorti vivant et de pouvoir en témoigner. On parle de 30 000 disparus, mais le nombre de morts est plus élevé que cela. À un moment, nous étions 18 000 prisonniers politiques. Au Chili, la répression a été très intense au début, alors qu'en Argentine cela a duré plus longtemps. Cela a été un peu plus sourd.

Je suis ici pour vous parler de ce qui se passe en Argentine, mais je ne suis pas un spécialiste de la question, c'est le point de vue d'un citoyen exilé. Je vais commencer avec la dictature. Pour vous situer, ce pays compte 45 millions d'habitants. L'Argentine est moins grande que le Canada, c'est 2,5 millions de km carrés. C'est quand même assez vaste. Les pays limitrophes sont le Chili à l'ouest, la Bolivie et le Paraguay au Nord, le Brésil au Nord-est et l'Uruguay au Nord-est de Buenos Aires. Le pays s'étend du Nord au Sud et nous bénéficions de plusieurs climats, de subtropical à Antarctique. L'Angleterre a eu une importance fondamentale dans notre histoire. Je ne dis pas cela positivement. Le Canada s'est construit tout au long de la frontière avec les États-Unis pour des raisons climatiques, et il a été réuni grâce au chemin de fer. En Argentine, le même phénomène s'est produit. Après la défaite des Espagnols, ce sont les Anglais qui ont pris le relais du point de vue économique. Ils ont même envahi l'Argentine à deux reprises, mais nous les avons repoussés. Finalement, ils ont procédé par la voie économique et c'est grâce aux prêts et aux échanges commerciaux qu'ils ont établis leur domination et notre dépendance. Ce sont eux qui nous ont amené le chemin de fer parce qu'ils avaient besoin du bœuf, du blé et de la laine, des minerais aussi. Nous produisons les matières premières et ils nous revendaient les produits manufacturés à Liverpool, Manchester, Leed ou Londres.

À la blague nous disions que le gaúcho argentin était habillé avec des ponchos tissés en Angleterre. Cela démontrait un peu la dépendance qu'il y avait en Argentine, mais à ce moment-là, c'était un pays essentiellement agricole. Les projets de développement industriel en Argentine ne sont venus que beaucoup plus tard à l'époque de la Deuxième guerre mondiale avec le Péronisme.

Evita et Juan Domingo Perón



C'est un militaire qui avec un groupe d'officiers a donné un coup d'État à un gouvernement conservateur. Ils avaient un projet de développement d'une bourgeoisie nationale avec l'industrialisation du pays. Perón a structuré le mouvement ouvrier. Cette période historique est très riche à étudier ce qui permet de connaître la complexité actuelle de ce pays. Nous n'avons pas le temps ce soir, je ne voulais que le mentionner en passant.

En 1976, nous avons un autre coup d'État militaire. Il y en avait eu un en 1955 contre Perón, puis en 1962, en 1966 et en 1970. Parfois, c'était des coups d'État militaire contre des gouvernements militaires. En 1973, les dictatures militaires étant coincées économiquement et politiquement, choisissent d'abandonner le pouvoir aux mains des civils. Auparavant, il y avait eu l'apparition d'organisations politiques révolutionnaires qui

disaient que devant l'impossibilité démocratique des changements sociaux, la seule alternative était la lutte armée. À leurs yeux, les militaires représentaient les intérêts de l'oligarchie des propriétaires terriens. Venant des classes industrielles ouvrières, ces groupes révolutionnaires s'étaient développés et ils commençaient à défier les différentes dictatures militaires. Aux yeux de l'oligarchie, le seul qui pouvait faire cesser les convulsions sociales, c'était l'ancien président Perón, exilé en Espagne depuis 18 ans.

Alors Perón revient, il y a des élections et il est élu. Il met en place un plan de développement économique et industriel. Il vient aussi avec de nombreux accords commerciaux internationaux. Il se produit un regain économique qui dure très peu de temps. Perón meurt le 1 juillet 1974 et c'est sa seconde femme, Isabel, qui assume le pouvoir. Au bout de deux ans, les convulsions économiques et sociales reprennent. Si bien qu'en 1976, les militaires reprennent le pouvoir d'une manière plus sanglante que jamais dans l'histoire du pays. Ils voulaient mater toute la résistance syndicale, universitaire et sociale en général. Ils voulaient également faire disparaître les organisations révolutionnaires. Mais leur objectif principal, ce n'était pas cela. Ça c'était pour discipliner la population.

L'objectif fondamental, c'était la concentration économique de l'Argentine, c'est-à-dire, remettre le pays à la place que l'ordre économique mondial lui avait assigné. Cela me rappelle la commission Trilatérale, avec l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon, en 1973 lorsque les grandes multinationales se sont réparti le monde, en assignant à chaque pays une fonction spécifique au niveau économique. On a commencé à redessiner l'ordre économique à ce moment-là. Revenait à l'Argentine son rôle traditionnel de pays agricole exportateur de matières premières. Il y avait alors un grand développement industriel automobile dans ce pays qui a été démantelé. Ils ont aussi recommencé à endetter l'Argentine. L'endettement du pays est une manière d'enrichir ceux qui usurpent le pouvoir au peuple en faisant payer celui-ci pendant plusieurs générations, ce qui empêchera de manière définitive son développement social équilibré. En rendant le pays dépendant et faible, il se voit forcer d'accepter n'importe quelle imposition de la finance internationale. L'endettement correspond à une perte de souveraineté qui permet d'exiger d'un pays la privatisation de ses ressources naturelles et de ses services publics : transport, énergie, éducation, santé, régime de retraite, etc.

Pour établir le néolibéralisme en Argentine, il a fallu d'abord éteindre la contestation populaire, soumettre le mouvement ouvrier et anéantir les organisations révolutionnaires, en utilisant la répression. Il fallait mettre en échec toutes les organisations sociales et raser tout cela. C'est ce qu'ils ont fait. La dictature a duré jusqu'en 1982. Alors le mouvement ouvrier, malgré la quantité de dirigeants syndicaux qui avaient été incarcérés ou assassinés, a commencé à s'organiser à nouveau et à contester sérieusement le gouvernement militaire parce que les politiques économiques de ce dernier s'épuisaient. Il est vrai que pour arriver au pouvoir, il y avait un appui d'une partie de la population. C'est pour cela qu'aujourd'hui on parle d'un coup d'État ecclésiastique, civique et militaire, puisque une majorité des prêtres catholiques ont endossé le coup d'État. Par ailleurs, plusieurs prêtres et religieuses opposés aux militaires ont été emprisonnés ou assassinés. Mgr Angelilli, l'évêque de la Rioja situé au centre du pays, assassiné en 1976, est l'une des premières victimes de la dictature militaire. C'est un survivant de cet attentat qui a permis plus tard de reconstituer le fil des événements. Cela a conduit à la condamnation des responsables intellectuels de ce meurtre.

En 1982, le gouvernement militaire déclenche contre l'Angleterre pour détourner le mécontentement public, mais la déroute militaire aux Malouines remet leur pouvoir en question. Ces îles sont un endroit stratégique riche en ressources naturelles. C'est un cas classique où l'on désigne un ennemi extérieur pour coaliser la population derrière un même objectif. Cet appui populaire derrière l'armée ne dura pas plus longtemps que le conflit. Les soldats étaient de simples recrues mal entraînés et mal équipés. Les officiers qui commandaient ces soldats étaient formés pour exercer la répression intérieure, pas pour faire la guerre. La mauvaise idée de faire la guerre à l'Angleterre provient du fait que les militaires argentins croyaient avoir l'appui du gouvernement américain. Ce ne fut pas le cas et cela démontre la déconnexion de la réalité de ces gens. Cela a accéléré la chute du régime militaire. Une année et demie plus tard, il y avait des élections. Avant leur départ, les militaires ont nationalisé les dettes des entreprises privées qui ont conservé leurs actifs entiers. Du jour au lendemain, les hommes d'affaires argentins se sont retrouvés sans dette. La famille de Macri, futur président, a été libérée de 310 millions de dollars de dette.

En 1983, il y a des élections qui portent au pouvoir Raul Alfonsín. Ce gouvernement doit affronter une crise économique et sociale laissée par les militaires ainsi que le rétablissement des institutions démocratiques. L'enquête sur les crimes commis par la dictature résultera en une loi d'amnistie générale en raison des menaces des militaires de reprendre le pouvoir si on les inculpait de quelque crime que ce soit. À part la haute hiérarchie, tous les officiers de rang subalternes ayant commis des tortures et des assassinats ont été considérés comme de simples exécutants. C'est comme cela que les autorités civiles sont parvenues à calmer le jeu. Mais les organismes de défense des droits humains, avec les Mères et les grands-mères de la Place de mai et tant d'autres organisations, avec les syndicats, qui ont combattu la dictature militaire, ont toujours refusé d'accepter les conclusions des tribunaux.

Ensuite, Carlos Menem est celui qui va implanter le néolibéralisme en Argentine. Il se fait élire avec un discours très populaire de centre-gauche, puis il balaie tout cela de la main en passant aux privatisations. Avant lui, l'économie était très étatisée. La compagnie nationale d'aviation était la propriété de l'État de même que la principale entreprise pétrolière du pays, la pétrochimie, l'énergie, les chemins de fer, les communications, la marine marchande, etc. Sous le prétexte d'alléger le poids de l'État dans l'économie nationale, il privatise tout cela. L'État doit administrer et voir au bien-être des gens, mais il n'a pas à administrer toutes ces entreprises. Les grandes multinationales ont profité d'une vente de feu pour démanteler ces entreprises et prendre le marché.

Cela va provoquer une crise assez importante puisque l'État n'aura plus de ressources à distribuer en plus du chômage provoqué par le licenciement massif des travailleurs des entreprises privatisées. Le jardin botanique et le jardin zoologique ont même été privatisés. Littéralement, tout était à vendre.

En 2000, il y aura une grosse crise économique en Argentine parce que le paiement de la dette finit par rattraper le pays. Le Gouvernement Menem avait instauré la parité du peso argentin avec le dollar américain, mais c'était une surévaluation du peso qui va mener à une chute brutale de sa valeur. L'Argentine ne produisait pas assez pour être capable de financer son économie à parité avec le dollar. Nous n'étions pas concurrentiels pour l'exportation et tout ce qui se consommait en Argentine était importé de l'étranger et il fallait le payer en dollar. C'était un charabia économique assez terrible.

En 2001, la situation s'aggrave avec une évasion de l'épargne vers les devises étrangères. Le peso n'a plus aucune valeur. Le salaire n'équivalait pas à la valeur prétendue en dollar. 1 500 pesos de salaire mensuel valaient en réalité 500\$, ce qui permettait à peine de vivre. L'inflation était très élevée. Il y avait aussi beaucoup d'argent qui venait en Argentine de manière spéculative pour profiter des taux d'intérêt élevés, mais l'argent ne servait pas à des investissements dans l'économie réelle. C'était devenu une économie de casino. Après la saisie des épargnes par les banques, la colère populaire provoque la démission successive de plusieurs gouvernements. Des années plus tard, en ayant recours aux tribunaux, certains sont parvenus à récupérer une partie de leur argent, mais c'est l'État qui a dû rembourser.

* C'est l'État qui a remboursé les épargnants pour les banques qui ont volé l'argent ? C'est comme si le peuple se payait à lui-même ce qu'il s'était fait voler.

Finalement, en 2003, c'est l'élection de Nestor Kirchner, un ancien gouverneur d'une province du sud du pays qui a mis en place un plan de redressement économique en tenant compte de l'immense dette à rembourser et des besoins vitaux des citoyens. Kirchner est un péroniste de gauche qui vient des années 1970 et plusieurs de ses camarades militants de ces années-là sont morts sous la dictature. Il parvient à créer une large coalition pour se faire élire. Il a dit au Fonds monétaire international que s'il voulait être remboursé, l'économie devait d'abord être relancée. « Nous avons besoin d'un répit parce qu'un mort ne paie pas de dette. Si vous nous tuez, vous ne serez pas payés. » Pour cela, il devait remettre l'économie en marche, il fallait créer de l'emploi et générer de la demande. 70% de l'économie de l'Argentine est intérieure, cela signifie que l'on s'auto suffit à 70%. Si l'économie intérieure ne fonctionne pas, il n'y a plus rien qui fonctionne. Autre chose qu'il dit aux créanciers internationaux: « Si vous voulez qu'on vous paie, vous allez accepter nos conditions. Nous allons commencer à vous rembourser à partir de telle date, en attendant laissez-nous réinvestir dans l'économie du pays. » Il est aussi allé chercher de l'argent ailleurs et il a émis beaucoup d'obligation de la dette parce que cela demeure dans l'économie nationale. Grâce à cela, il a récupéré énormément d'argent qui lui a permis, quelques années plus tard, de rembourser intégralement la dette. Depuis 2006, l'Argentine n'avait plus de dette avec le Fonds monétaire international avec tout ce que cela implique d'exigences que peut poser ce créancier. Cela implique la dépendance et la perte de souveraineté d'un pays.

C'est alors qu'une conjoncture politique intéressante se met en place en Amérique du Sud avec Lula au Brésil, Morales en Bolivie, Chavez au Venezuela, Lugo au Paraguay, Correa en Équateur et Mujica en Uruguay. Lula, Chavez et Kirchner, grâce à la montée des prix des matières premières en raison de l'émergence économique de la Chine, créent le Mercosul, un marché intérieur pour l'Amérique du sud qui avait pour but de renforcer les échanges en permettant le développement de complémentarités économiques entre les différents pays membres. Le Brésil occupait le premier rang en termes de production industriel et alimentaire. Ensemble, ils ont aussi fondé un parlement des nations sud-américaines, à l'image du parlement européen, le Parlasul. Alors les différents gouvernements de la région cherchent à fonder des alliances pour avoir une certaine force devant la finance internationale.



Il y a aussi un élargissement des droits sociaux qu'on peut constater au cours de cette période. Suite à la dictature militaire et aux gouvernements néolibéraux, les droits des travailleurs avaient été bafoués. Un autre élément extrêmement important de la politique de Kirchner, c'est le jugement des crimes de la dictature. Certains disaient que cela était impossible à cause de la loi d'amnistie qui avait été promulguée. Mais en se référant à la législation internationale, il a dit que les crimes de lèse-humanité sont imprescriptibles, c'est-à-dire qu'on ne pouvait pas les amnistier. À partir de là, on a revu tous les cas des crimes commis

par la dictature et on a commencé à poursuivre tous ceux qui étaient responsables des tortures, des disparitions, des viols et des meurtres. Aujourd'hui encore, il y a toujours des procès en cours. Plus de 600 personnes ont été jugées et condamnées. Politiquement, cela a été extrêmement important et cela a donné une base d'appui politique solide aux gouvernements de Nestor Kirchner et de Cristina Fernandez, son épouse qui lui a succédé après sa mort, parce que les organisations sociales qui s'étaient développées pendant les différentes crises se sont rangées derrière eux. Les organisations sociales qui avaient résisté en donnant des moyens de subsistance à la population la plus pauvre pendant les années de plomb appuieront les politiques sociales très progressistes du gouvernement Kirchner-Fernandez.

* J'aimerais ajouter que pendant la période de la dictature, les victimes de l'armée étaient présentées dans les médias officiels comme étant de dangereux terroristes qu'il fallait éliminer pour sauver la nation. Alors les procès des tortionnaires ont permis à l'Argentine de récupérer sa mémoire historique et de connaître la vérité. Cela a permis de renverser le fardeau de la preuve en faveur des victimes de la dictature.

La narrativité que les classes dominantes ont imposée, c'est celle des deux démons. Il ya eu, selon eux, une guerre où de sales terroristes s'opposaient aux institutions de l'État. Donc, il fallait les éliminer. Comme c'était une guerre sale, les conventions internationales ne s'appliquent pas. C'était leur logique, il y a eu deux démons, ceux qui ont torturé, mais c'est de la faute des victimes qui ont provoqué la torture. Les organisations humanitaires ont dit: « Non il n'y a pas eu de guerre en Argentine, et même si c'était le cas, l'État et ses représentants qui ont le monopole de la violence, de la force, ne peuvent pas adopter n'importe quelle pratique ». S'il y a eu un démon, c'est le tortionnaire de l'État qui a commis ces crimes.

Suite à ces procès, il existe aujourd'hui un secrétariat aux droits humains qui dépend du ministère de la justice. Ce sont eux qui s'occupent des causes pour crime de lèse-humanité. Ce sont eux aussi qui s'occupent des centres de préservation de la mémoire des victimes de la dictature militaire, les endroits où les tortures et les assassinats ont été commis. La question des droits humains fait maintenant partie du curriculum dans les écoles du pays. Il y a un immense travail de récupération de la mémoire historique qui a été fait, mais cela a été aboli par le gouvernement de droite de Macri. MP

* C'est aussi le Mercosul qui a fait échouer la ZLEA, la potentielle Zone de libre-échange des Amériques. C'était l'apogée du mouvement altermondialiste qui à l'époque parlait beaucoup de l'Argentine.

En fait, en 2005, il y a la grande convention de l'ALCA (Acuerdo de libre comercio de las Americas) qui a lieu à Mar del Plata en Argentine. Il ya Chavez et le gouvernement de l'Uruguay de Frente Amplio, et Nestor Kirchner, qui mettent en échec l'Accord de libre-échange des Amériques.

* De fait, la zone de libre-échange avait été mise en question ici à Québec et à Buenos Aires, ils l'ont enterrée.

C'est cela. Sauf que lors du Sommet des Amériques en 2001 à Québec, c'était encore un gouvernement néolibéral qui dirigeait l'Argentine.

* Lors de la réunion à Québec, Hugo Chavez est le seul président qui s'est opposé à la Zone de libre-échange des Amériques.

C'est une période extrêmement riche. De 2003 à 2015, les gouvernements des Kirchner sont au pouvoir. En 2015, c'est une coalition de droite qui a gagné par 1% d'avance au deuxième tour. Il y a aussi des primaires qui sont obligatoires à l'intérieur des grands partis pour désigner quel candidat va les représenter à l'élection générale. Tous les Argentins sont appelés à voter à ces primaires, même s'ils ne sont pas membres du parti. Ensuite, ceux ou celles qui obtiennent un pourcentage suffisant ont le droit de se présenter aux élections générales. Cela sert également d'indicateur important pour ce qui va se produire aux élections. Là-bas, on choisit le président et le vice-président, les députés et les sénateurs, les maires et les gouverneurs, députés et sénateurs des provinces, et les conseillers municipaux, lors d'une même élection. Tous les niveaux législatifs sont associés à des partis nationaux, mais un électeur peut voter pour un gouvernement progressiste et un maire conservateur. Pour l'élection des députés, on doit choisir la liste au complet et leurs mandats sont renouvelés à chaque deux ans. En fonction de ce qui s'est produit lors des primaires, les coalitions politiques se mettent en place. Pour gagner les élections, il faut avoir 45% ou plus des votes exprimés sans aller au deuxième tour. C'est ce qui s'est produit avec l'élection présidentielle du 27 octobre. Il y a eu 48% pour le candidat Alberto Fernandez et Cristina Fernandez de Kirchner comme vice-présidente.

Maintenant, j'aimerais vous parler de ce qui s'est passer en 2015. Mauricio Macri arrive au pouvoir en promettant qu'il ne va pas remettre en question le modèle social mis en place par Kirchner. Il y a eu un élargissement des droits sociaux, accès à l'université généralisé, développement de la science et une bonne croissance économique avec une priorité sur l'économie régionale. L'université en Argentine est gratuite depuis 1910 et elles sont autonomes vis-à-vis l'État. Cela a toujours été une bataille extrêmement importante pour la gauche de maintenir ces concepts-là. Kirchner a créé énormément de nouvelles universités.

Il y a eu aussi une diminution de la pauvreté en terme absolu et en nombre, mais cela demeure une économie fondée sur les exportations des matières premières, notamment les grandes productions agricoles de soya. Les gouvernements progressistes de Nestor et Cristina n'ont jamais eu assez de pouvoir pour être capables de transformer l'économie de manière à transférer les revenus du soya vers d'autres secteurs de l'économie. Ainsi, ce qui a permis l'essor économique était en même temps leur condamnation parce que les grands producteurs de soya, les grands propriétaires terriens qui forment la base de l'oligarchie, sont les principaux alliés de la droite économique de Macri. Ils ont pris conscience de leur pouvoir dans l'économie nationale et ils n'étaient pas intéressés à partager leurs gains pour les dépenses sociales. Ils se disaient qu'ils ne recevaient pas leur juste part en retour de ce qu'ils produisaient dans l'économie. De plus, l'oligarchie possède les médias de communication qui tiennent un discours favorable au grand capital et opposé aux investissements sociaux pour soulager la misère du peuple.

Autre chose importante que le régime de Kirchner a fait, ça a été de renationaliser les régimes de retraite. Depuis les gouvernements de droite néolibérale, les régimes de retraite étaient privatisés selon le modèle du Chili. Ce sont des entreprises privées qui détiennent l'épargne des gens et qui donnent en retour une misère. C'est une véritable mine d'or pour les entreprises financières. En Argentine, on avait abandonné le système social de retraite. Alors les retraités vivaient dans la misère noire et le gouvernement de Cristina Kirchner a renationalisé les systèmes de pension de vieillesse. Cela a permis à environ 4 millions de personnes de prendre leur retraite. Des gens qui avaient travaillé toute leur vie et avaient atteint l'âge de la retraite, mais qui ne pouvaient pas s'arrêter pour des raisons financières. Soit parce que les compagnies n'avaient jamais contribué au fonds de pension comme elles étaient censées le faire ou bien parce que les gens avaient travaillé dans l'économie informelle sans contribuer eux-mêmes à aucun fonds de pension. Cela a permis aux gens de toucher une retraite à 80% de leur salaire et le 20% restant était un moratoire pour servir à payer les contributions que les gens n'avaient pas faites. Les impôts aux producteurs de soya ont permis de renflouer les régimes de retraite, mais les banques et les entreprises financières internationales ne l'ont jamais accepté. Cela a été un élément important, avec les producteurs de soya, qui ont commencé à structurer toute une campagne pour défaire le gouvernement Kirchner et ils y sont parvenus en 2015 avec 1% d'avance.

Bien sûr, Macri avait promis de ne pas s'attaquer aux acquis sociaux et de ne pas toucher aux nationalisations et que les retraités allaient toucher encore plus d'argent. Ils ont vendu toute une salade avec un marketing extrêmement efficace pour convaincre les électeurs avec des médias univoques et coalisés contre le kirchnerisme. Ils ont gagné les élections, mais peu de temps après la débâcle économique est arrivée. Ils disaient que le taux d'inflation était trop élevé et qu'ils allaient l'éliminer. En 2015, ce taux était de 27%, aujourd'hui il est de 60%. Ils disaient que le dollar américain était trop élevé à 1 pour 9 pesos argentins, aujourd'hui il se transige à 65 pesos pour 1 dollar. Il y a eu une forte dévaluation. Imaginez-vous, à chaque fois que la monnaie dévalue, cela augmente la taille de la dette qui est en dollars. Alors, cela nous coûte de plus en plus cher pour rembourser. Alors, ils se sont dit, nous allons diminuer l'inflation en réduisant la consommation, s'il y a moins de demande, les prix vont forcément baissés, mais si on réduit la production et la consommation, le chômage et la pauvreté augmentent. C'est une roue qui ne finit plus. Il y a eu un important ralentissement de l'économie qui a mis en péril la production intérieure du pays.

D'où va venir l'argent pour payer les obligations de la dette ? L'Argentine a dû emprunter. Nous n'avions plus de dette avec le Fonds monétaire international, mais en 2018 le gouvernement de Macri a été obligé de demander un prêt de 57 milliards de dollars américains. C'est le plus grand prêt que n'a jamais accordé le FMI. Avant de contracter ce prêt, ce gouvernement a émis des obligations de la dette sur 100 ans, c'est complètement aberrant. Mais pourquoi tout cela s'est produit ?

Après la pause

Je n'ai jamais été péroniste. Ce courant politique a été fondé par Juan Perón dans les années 1940. C'est un mouvement très répandu qui contient plusieurs partis et tendances en son sein. C'est un phénomène social, politique, culturel, économique, qui est très difficile à expliquer. C'est un mouvement nationaliste, avec un projet de développement bourgeois industriel qui exigeait le développement d'une classe ouvrière organisée. C'était l'idée de Perón. « Si on voulait développer l'industrie en Argentine et une bourgeoisie industrielle et économique, nous avons besoin d'une classe ouvrière structurée et techniquement bien formée, etc. » C'est ce qu'il a fait. Il a organisé la classe ouvrière à travers une organisation syndicale qui s'appelait la CGT, Confédération générale du travail. Il a aussi créé des universités ouvrières, et une législation qui reconnaissait des droits fondamentaux aux travailleurs. De sorte qu'il a structuré une bonne partie de la vie économique et sociale et cela la classe ouvrière ne l'a jamais oublié. À l'intérieur de ce mouvement, il y a des gens de gauche et des gens de droite. Selon les moments, les deux se croisent ou s'opposent. C'est complexe à expliquer. Je n'ai jamais été péroniste parce que je viens des organisations marxistes et les péronistes nous ont toujours accusés de plein de choses. Même si nous n'avons jamais eu le pouvoir, nous avons dû nous autocritiquer de tout ce qu'on faisait.

Par contre, je reconnais que c'est impossible d'effectuer une transformation sociale en Argentine sans tenir compte de cette force politique, de ce phénomène qui mobilise les gens. Parfois, il s'agit d'un sentiment, lorsque l'intuition est très forte chez les gens. Je dois reconnaître que Perón a fait progresser l'Argentine.

Je me considère plutôt kirchneriste parce que je suis devenu sympathique à eux par la manière qu'ils ont organisé la politique au cours des dernières années et surtout leur souci d'inclure les gens, de larges secteurs de la population qui étaient complètement marginalisés. Malgré tout cela, nous n'avons jamais réussi à rattraper tout ce que nous avons perdu depuis 1975. Avant cette date, nous avons plus de droits qu'aujourd'hui. Par exemple, l'accès aux soins médicaux était beaucoup plus grand dans ces années là, de même pour l'éducation et les droits des travailleurs. Nous avons perdu beaucoup et même si pendant les années du kirchnerisme, de 2003 à 2015, nous en avons rattrapé beaucoup, selon ma perception, nous n'avons jamais retrouvé la qualité de vie que les gens avaient jusqu'en 1975.

- * À cette époque l'Argentine et l'Uruguay étaient considérés comme des pays développés sur le plan humain et industriel, les droits des travailleurs étaient reconnus. Depuis, ce sont devenus des pays sous-développés.
- * Quel est le salaire moyen en Argentine actuellement ?

C'est difficile à comparer avec ici parce que nous jouissons d'une certaine stabilité qui nous permet de voir la progression des choses et d'établir des comparaisons. Là-bas, c'est extrêmement changeant en raison de l'inflation qui gruge le revenu des travailleurs à chaque mois.

En 2015, la retraite minimale pour un retraité était de 800\$ par mois. Aujourd'hui, cela équivaut à 250\$ par mois à cause de la dévaluation de la monnaie. Le salaire minimum est aux alentours de 20 000 pesos divisés par 63 = 317.46 \$ américains par mois. C'est très peu parce que le coût de la vie est aussi élevé qu'ici. Tout est dolarisé. Par exemple, il y a eu une augmentation des tarifs d'eau, du gaz, d'électricité, jusqu'à 1 200%. Auparavant, tout était subventionné. Les tarifs de gaz et l'électricité étaient subventionnés. Le gouvernement Macri a dit que nous ne pouvions pas vivre comme ça, que nous vivions dans une économie irréaliste, et il a cessé les subventions. Il a dit que le pays vivait au-dessus de ses moyens. Il a décidé de mettre l'économie à sa juste valeur et à partir de là ils allaient construire une vraie économie.

Qui était le ministre de l'énergie à ce moment-là ? L'ancien directeur de Shell pour l'Argentine. Il a augmenté le prix du gaz. La production de l'électricité est entre les mains de quatre compagnies dont l'une où le président du pays possède des intérêts. Il y a un projet de développement d'énergie éolienne, c'est la famille du président qui est impliquée. L'eau, tout augmente en Argentine.

* Si ma mémoire est bonne est-ce que l'Argentine ne fait pas parti du G20 ? C'est un pays considéré comme relativement bien développé, parmi les puissances économiques mondiales. Si on situe l'Argentine dans le contexte global de l'Amérique latine, si on parle d'un taux d'inflation de 57%, c'est énorme. Est-ce qu'il n'y a pas certains pays d'Amérique latine qui ont des taux d'inflation annuelle plus élevés encore, dans les milliers de % ?

Présentement l'Argentine est l'un des pays dans le monde avec les taux d'inflation les plus élevés, mais cela ne serait pas si terrible si l'économie fonctionnait. Ce n'est plus le cas, c'est ça le problème. Nous avons une super inflation en même temps qu'une récession économique dans le pays. C'est un non sens. C'est un phénomène qui se nomme stagflation. Pour ce qui est du G20, c'est utile au président pour se vanter que nous appartenons au G20. « Avant, avec le kirchnerisme nous étions isolés, maintenant le monde nous considère », dit Macri. Il n'y a personne qui a investi un sous en Argentine depuis 2015 pour le développement économique, industriel, ou des projets, zéro. Tout l'argent qui est entré en Argentine s'est de l'endettement ou des capitaux spéculatifs. Si tu veux contracter un prêt hypothécaire, c'est extrêmement difficile à cause des taux d'intérêts faramineux de 60% à 75%. Qui peut emprunter ? Les entreprises ayant besoin d'investir, ne peuvent pas le faire, aussi parfois pour payer des fournitures ou du salaire en attendant d'être payées. À cause de cela toute l'économie est arrêtée. Les dernières statistiques que j'ai vues, il y avait une moyenne de 47 PME qui ferment leur porte à chaque jour. Que ce soit un petit commerce, une petite entreprise familiale, une moyenne entreprise, etc., l'économie crève en Argentine.

* J'ai l'impression que le président Macri a fait un coup d'argent avec l'emprunt contracté auprès du FMI parce que l'argent emprunté n'a rien construit dans le pays et qu'il est reparti aussitôt dans d'autres pays, laissant la dette éternelle au peuple pour le soumettre aux dictats internationaux.

Les gens qui ont occupé le ministère de l'économie et des finances proviennent des multinationales de la finance, JP Morgan, Deutsch Bank. Ces grandes entreprises financières ont placé leurs cadres pour diriger l'économie de l'Argentine. Quand nous avons emprunté, Macri disait: « Nous avons une équipe qui connaît l'économie, nous avons la meilleure équipe de professionnels depuis les 50 dernières années. » Mais ces gens de la finance internationale ne connaissent rien à l'industrie et au développement économique. Ce sont des spéculateurs d'abord et avant tout.

C'est le développement de prêts et des prêteurs. C'est un pays où la classe dirigeante, propriétaire de la terre, a repris ses droits sur une partie de l'économie qui lui avait échappée. Pour réaffirmer leurs droits, cela implique de réduire le rôle de l'État dans l'économie et de transférer l'épargne du pays vers les multinationales de la finance. On fait sorte que l'Argentine redevienne un pays de gambling financier. Les capitaux spéculatifs viennent faire un tour et repartent sans rien laisser comme investissement. Pour cela, ils ont besoin d'un petit pays mono producteur de matière première et cela ne requiert pas beaucoup d'industrialisation. Ils veulent ramener l'Argentine à un rôle secondaire de production agricole pour l'exportation. Pour réussir cela, il faut détruire toutes les organisations sociales. Comment on fait cela, en appauvrissant la population et en lui enlevant des ressources et en concentrant toujours davantage la propriété.

* Qu'est-ce qui est arrivé avec les industries récupérées par le peuple lors de la crise de 2001 ?

Elles ne fonctionnent plus puisque l'économie de l'Argentine est arrêtée. Par exemple, un grand hôtel de Buenos Aires qui avait été récupéré par ses travailleurs vient de fermer ses portes. Si vous avez une usine qui fabrique des tuiles par exemple, la construction est arrêtée en Argentine, il ne se construit rien. Pour ce qui est du marché international, comment être compétitif et pouvoir exporter ? Il n'y a pas d'excédents. Cela ne fonctionne pas.

* Comment font les gens pour vivre dans ces conditions ? Il doit y avoir un taux de chômage épouvantable. Comment font-ils pour garder leur moral ?

12 à 13% officiel, mais les gens ont des petits boulots informels. Le peuple argentin et les organisations sociales ont développé une expertise incroyable au niveau du support et de l'entraide. Plusieurs se demandent pourquoi la société n'explose pas comme en 2001 ? Il y a eu des manifestations de 200 000 et de 150 000 personnes de façon continue pendant une année entière. Au minimum, à chaque manifestation il y a 20 000 à 30 000 personnes. Il y a un état de mobilisation permanent, des organisations sociales et des syndicats. Depuis 2001 à aujourd'hui, beaucoup d'organisations sociales se sont développées et se sont spécialisées dans l'organisation et le soutien de la population vulnérable. On a ainsi développé plein de micro économies et de groupes d'échange de services, du troc, des cafétérias pour nourrir les enfants, des échanges, des prises de terres improductives pour des productions maraichères, toutes sortes de trucs. L'aide sociale n'existe pas en Argentine, il y a des programmes ponctuels et les organisations sociales ont réussi à s'organiser pour capter une partie des programmes d'aide économique de dernier recours. Ils s'organisent avec ça et ils la distribuent parce que l'État ne le fait pas. Ils organisent des coopératives de récupération, des comptoirs alimentaires, c'est ce qui supporte les gens. C'est la différence avec l'Espagne où l'on n'avait pas ces habitudes. Cela s'est développé par la force des choses et la crise économique.

* Ce que j'allais dire, c'est que pendant la crise en 2001, sont apparues des monnaies locales. Cela est devenu une inspiration mondiale. Les gens ont ainsi compris que la monnaie était une unité d'échange qui pouvait être dissociée du dollar et de la folie financière spéculative, tu peux recréer un minimum d'économie normale.

Déjà dans les années 1990, avec Carlos Menem, le gouvernement avait imprimé de la fausse monnaie pour casser cette expérience de monnaie locale et jeter à terre la valeur de l'échange.

* Je ne sais pas si les gens font la même chose au Venezuela en raison d'une inflation stratosphérique ? Est-ce qu'à ce moment, les monnaies locales ne seraient pas une solution ?

De fait, les Vénézuéliens fonctionnent beaucoup avec le troc et les organisations sociales. Aujourd'hui, les expériences d'organisation sociale se retrouvent partout en Argentine.

* Est-ce qu'on peut dire qu'en Argentine il existe une force de la société civile ?

La tradition d'organisation sociale en Argentine est très importante. C'est ce qui empêche qu'une force politique à elle seule puisse mener un processus politique ultralibéral sans avoir à faire face à d'importantes résistances populaires. Naturellement, lorsque les gens ont un problème, rapidement ils vont chercher à s'organiser pour obtenir ce qu'ils veulent. C'est ancien, quand j'étais enfant, c'était déjà comme cela. La première référence que les gens avaient, c'était d'aller au syndicat.

* Ce qui est intéressant dans ce que vous dites, c'est qu'il y a une volonté internationale, de la part du FMI et du consensus de Washington, pour appliquer l'un des principes du système capitaliste qu'on appelle : principe des avantages comparatifs. C'est la thèse de Ricardo, un grand économiste du XIXème siècle qui a inventé ce concept. Les avantages comparatifs te disent que, selon son propre exemple, le Portugal fait du bon vin. Donc, il faut qu'il se concentre là-dessus et qu'il abandonne la production textile où domine l'Angleterre. Chacun jouissant de ses avantages comparatifs peut échanger ce qu'il fait de mieux sur ces bases.

Sauf que l'Angleterre était aussi propriétaire des fabriques de Porto au Portugal.

* L'autre élément, c'est que les produits manufacturés par des travailleurs revient plus cher que le Porto vendu en Angleterre. Donc, les termes de l'échange sont inégaux. L'idée des avantages comparatifs conduit à des échanges inégaux. Dans cette logique, on demande à chaque pays de se spécialiser dans un ou deux produits d'exportation dans l'agriculture ou les matières premières. C'est ce qui se produit en Argentine avec le soya, mais cela pourrait arriver au Canada aussi. Nous revendons aux pays du sud toutes sortes de produits technologiques qui coûtent beaucoup plus cher. C'est comme cela que le sous-développement s'installe et se développe. L'Argentine est un bon exemple de cela parce que c'est un pays développé qu'on sous développe.

Je crois que cette logique est très difficile à briser. Elle est même utilisée par les gouvernements progressistes qui veulent s'en sortir, parce qu'essayer d'abandonner la logique de la production de soya, c'est très difficile. Si on n'encourage pas la production de soya disait le gouvernement de Kirchner, nous n'aurons pas assez de devises étrangères qui rentrent et d'impôts que nous prélevons sur les exportations de soya. C'est uniquement avec ces argents que nous pouvons financer nos projets. Le problème, c'est que le gouvernement ne contrôle pas la production de soya. Si c'était le cas, il pourrait régler le problème plus ou moins par le contrôle de cet argent, de la production jusqu'à l'exportation. Alors le gouvernement se retrouve à la merci des producteurs et quand en 2008, Kirchner a voulu imposer de 25% les exportations de soya, les producteurs de soya ont bloqué le pays. Ils ont bloqué toutes les routes dans tout le pays pendant 3 mois et cela a produit une crise épouvantable. Ils ont dû reculer là-dessus. Cette logique est si terrible, que même lorsqu'on veut s'en libérer, c'est presque impossible.

- * Au Venezuela, par exemple, Chavez a essayé de se libérer de cette dépendance, je le sais j'y étais. Le gouvernement a investi dans des coopératives. Il a acheté des usines sidérurgiques, plein de choses qu'ils ont essayées de faire. Ils ont investi de l'argent et cela n'a pas fonctionné. Comment transformer un État qui a vécu des rentes du pétrole pendant un siècle ? Il faut changer la culture.
- * Ce ne sont pas des entrepreneurs.
- * Avec les élections en Argentine, est-ce que le peuple est optimiste ?

Cela va très vite présentement en Amérique du sud. Le contexte change beaucoup avec les soulèvements en Équateur et au Chili, le coup d'État en Bolivie, les élections en Argentine et en Uruguay, la libération de Lula au Brésil, (la présentation a lieu avant le mouvement de grève générale en Colombie). L'élection en Argentine est le point le plus positif de tout cela. La droite est très agressive, elle est en train de reprendre ses pouvoirs partout, et même si au Chili elle est ébranlée, elle demeure solide sinon elle ne pourrait pas exercer la répression qu'elle exerce. En trente ans, nous n'avons jamais été capables d'ébranler cette structure économique que Pinochet leur a laissée.

Le gouvernement Macri pensait faire plus d'un mandat, heureusement cela ne sera pas le cas. Ils sont arrivés avec l'idée de s'incruster au pouvoir, mais la résistance à leurs politiques n'a jamais cessé. Ils sont quand même parvenus à réaliser certaines transformations dans la structure politique et juridique. Ils ont réussi à transformer la loi du travail et les lois sociales en générale. Ils ont mis de l'avant des lois dont nous ne verrons les résultats que dans quelques années. Par exemple, ils ont ébranlé tout le système d'indemnisation des accidentés du travail. Cela paraît anodin dans l'ensemble de l'économie, mais c'était pour accorder cette loi à l'ensemble des transformations. C'est la même chose que fait présentement Bolsonaro au Brésil et ce qui a été fait au Chili. Pour mettre en place ces réformes économiques au profit du grand capital financier, il faut effacer tout ce qui a été fait au cours des quinze dernières années. Donc, cela signifie défaire toutes les structures de l'économie régionale en Argentine, démanteler des pans du gouvernement central à Buenos Aires. Ils ont fait des transformations très importantes. Ça c'est le gouvernement sortant. Le nouveau gouvernement ne prend possession du pouvoir que le 10 décembre.

Qu'est-ce qui est arrivé ? Macri voulait faire disparaître toute résistance à son projet néolibéral. Son let motif était qu'il allait combattre la corruption. Ainsi, ils ont affirmé, avec l'appui non critique des grands médias et des tribunaux, que les membres du gouvernement antérieur étaient tous et toutes des corrompus. Alors, ils ont prétendu éliminer la corruption en faisant une chasse aux sorcières des anciens dirigeants politiques de la gauche. Cette stratégie du lowfare a aussi été appliquée au Brésil contre le Parti des Travailleurs, en Équateur contre le mouvement de Rafael Correa ou en Bolivie où ils ont essayé d'accuser Evo Morales. Il y a plein de poursuites qui ont été lancées contre Cristina Kirchner et d'anciens politiciens de son parti. Les procureurs ont inventé des causes de toutes pièces. C'est comme cela qu'ils jettent le discrédit sur les gouvernements de gauche et les projets progressistes en Amérique latine. Tous ces procès sont calqués les uns sur les autres et ils ont pour architecte le gouvernement américain. C'est une stratégie très patiente, non violente, mais très efficace. On a ouvert 11 procès contre Cristina Kirchner et aucun n'a abouti à une condamnation parce qu'il n'y avait aucune preuve. Mais cela a permis de monter des cirques médiatiques incroyables.

La droite voulait se débarrasser de Cristina sans l'éliminer complètement. Pour cela, il fallait la discréditer auprès de la population. Pour cette droite, la présence d'un adversaire politique est très utile puisque cela leur évite de développer un projet, ils ne font que dénoncer l'ancien régime en les accusant de tout. Alors on lui fait des procès à répétition et elle doit se présenter en cour à intervalle régulier, ce qui avec l'appui des médias permet de laisser trainer le soupçon sur l'intégrité de son administration présidentielle.

Ce qui est bizarre, c'est que pendant ce temps Cristina gagne en popularité parce que les gens ne croient plus les grands médias. Alors la population exigeait que Cristina se présente à nouveau aux élections présidentielles, mais elle ne se prononçait pas. La crainte, c'était que si elle se présentait, Macri commencerait à l'accuser de tous les maux qui affectent le pays. Finalement, elle a choisi de ne pas se présenter comme candidate à la présidence, mais à la vice-présidence, en désignant celui qui serait candidat présidentiel, Alberto Fernandez. Cela a été un coup magistral. Préalablement, elle disait que la seule manière de pouvoir combattre le projet de réformes néolibérales de Macri, c'était en créant une coalition pour mettre sur pied un gouvernement de salut national. Cela va nous permettre d'établir un large consensus qui deviendra un pacte entre les différentes classes sociales, la société civile, les syndicats, la petite et moyenne entreprise, etc. Il faut absolument faire une coalition large avec tout ceux et celles qui sont affectés par les politiques économiques du gouvernement de Macri.

Cristina était consciente d'être incapable de réaliser cela à elle seule parce qu'il y avait beaucoup de monde qui ne l'aimait pas. Par contre, elle devait faire partie de l'équation parce que sans elle, il n'y aura pas de majorité non plus. Alors, elle devait aller chercher des gens capables d'établir ce large consensus qui permettrait de matérialiser un pacte social pour défaire ce gouvernement. Il fallait également que ce ne soit pas uniquement une coalition pour gagner les élections, mais qui permette de gouverner après les élections. Ils devaient faire des compromis avec les syndicats et les entreprises pour sortir le pays du marasme économique. C'est ce qui est génial dans le coup qu'elle a joué.

Cela a créé une onde de choc épouvantable, à tel point que le gouvernement de Macri est apparu complètement déboussolé. Leur stratégie ne reposait que sur le discrédit envers Cristina. Lorsqu'elle s'est déplacée du centre de la scène politique, elle a dit : je vais m'engager mais comme vice-présidente. En Argentine, le régime présidentiel est très fort, c'est le président qui décide et il a encore plus de pouvoir qu'aux États-Unis. C'est un véritable monarque. Alors, cette stratégie a complètement déboussolé le gouvernement et ça a été le commencement de sa perte. Plusieurs ont dit que le gouvernement de Macri a échoué. Je ne pense pas cela. Il a peut-être échoué politiquement à perdurer dans le temps, mais il a atteint ses objectifs économiques. Il a concentré l'économie, il a réussi à endetter davantage le pays pour transférer les épargnes vers les entreprises financières multinationales, il a enrichi les grands propriétaires terriens. C'est un peu cela qui s'est passé. Cette coalition est large et rassembleuse, mais cela comporte aussi la faiblesse de devoir faire de nombreux compromis. Quand ce qui les unit, - le gouvernement de Macri -, va disparaître, toutes les contradictions vont apparaître. Ils vont avoir besoin d'une grande habile pour régler les contradictions et passer à travers.

Macri est en train de laisser un champ de mines derrière lui. Par exemple, ils ont déjà décrété des augmentations de tarif pour l'année 2020. Le prochain gouvernement aura à gérer cela. Fernandez va devoir renégocier avec le Fonds monétaire international. L'Argentine a emprunté 57 milliards de dollars l'an passé, sauf que 3 mois seulement après que le premier versement de 30 milliards soit entré, il n'existe plus. Il est disparu par l'évasion fiscale, par le paiement de la dette et pas un sous n'a été investi dans le développement des structures. Rien. Donc, cela n'a pas été de l'argent productif. C'est de l'endettement pur. Comment est-ce que nous allons le rembourser puisque l'économie est arrêtée ? L'une des priorités du nouveau gouvernement va être de renégocier le remboursement de la dette auprès du FMI.

Une autre difficulté que va avoir le gouvernement, c'est le portrait géopolitique. Au Brésil, il y a Bolsonaro qui a dit qu'il ne veut rien savoir du nouveau président de l'Argentine. Tout de suite, il y a une contradiction importante et on sait que Bolsonaro ne veut rien savoir non plus du Mercosul qui est un marché extrêmement important en Amérique du sud.

* Une chose qu'il faut dire aussi, c'est qu'en affaiblissant comme cela la gauche en Amérique latine, on prépare le choc contre le Venezuela de Maduro.

Évidemment, tout se tient.

L'élection du 27 octobre a été une expérience extraordinaire. Il y avait 200 000 personnes réunies à Buenos Aires pour célébrer la victoire d'Alberto Fernandez. Nous y sommes allés et c'était incroyable le monde qu'il y avait. Nous avons marché huit blocs pour arriver derrière la scène. C'était le bordel total et il y avait une foule immense qui débordait au nord, au sud, à l'ouest et à l'est. L'énergie était extraordinaire. Pour rentrer chez-nous après, nous avons dû marcher une heure et demie avant de trouver un transport. Je retourne en Argentine dans les prochaines semaines pour assister à la passation du pouvoir le 10 décembre. Pour moi, cette passation est l'équivalent de 1983 lors du retour de la démocratie après la dictature militaire. C'est un moment historique. Pour nous, le gouvernement de Macri c'était la restauration conservatrice en Argentine, le retour au pouvoir de l'oligarchie et de la classe dominante avec leurs idées réactionnaires et rétrogrades, racistes, bourgeoises, machistes, patriarcales, pro-américaines. Cette classe dominante est comme cela depuis toujours. Avant, ils prenaient le pouvoir par des coups d'État, puis lorsqu'ils ne pouvaient plus procéder de la sorte, ils ont utilisé la voie législative, politique et juridique. C'est comme cela qu'ils sont arrivés au pouvoir. Le projet de Macri signifiait revenir au projet de la dictature militaire. Je ne sais pas si vous avez lu la « Stratégie du choc » de Naomi Klein ? Il s'agit de profiter d'une catastrophe pour prendre le contrôle d'un pays en déstructurant ses institutions sous prétexte de l'urgence d'agir. Tout ce qu'elle décrit dans ce livre, ce sont des recettes que les classes dominantes et les États-Unis continuent d'appliquer.

* Un petite chose que j'aimerais ajouter, crois-tu que la gauche reprend du poil de la bête en Amérique latine avec ce qui se passe au Chili, avec la libération de Lula, et l'élection en Argentine ? Est-ce que nous assistons à un renversement de la situation où la gauche reculait un peu partout ?

Je ne sais pas. Si on se fie à l'enthousiasme des gens, je dirais que oui, mais il ne faut pas se fier juste à cela. Moi, j'étais très enthousiaste quand ils ont libéré Lula, mais en fait c'est une catastrophe qu'il ait été arrêté. C'est un échec politique fondamental.

Au Chili, c'est incroyable l'éveil des jeunes parce que les vieilles classes politiques ont eu les doigts dans le nez depuis la fin de la dictature et qu'elles se sont très bien adaptées aux structures politiques. Madame Bachelet n'a absolument rien fait pour changer cette structure laissée par les militaires. Moi, ce que je crains, c'est l'absence d'une direction à ce processus. Quel le projet ? Quel est le paradigme qu'on propose ? Autre chose qui m'inquiète, c'est que le président Pinera dit qu'il va réformer la constitution tout en poursuivant la répression des mobilisations. La répression est épouvantable au Chili.

En Bolivie, le phénomène, c'est qu'il y a une classe moyenne émergente qui est née du processus de partage de la richesse et des nationalisations effectuées par Evo Morales. Certains, grâce à un meilleur système d'éducation et à de meilleures opportunités économiques, ont émergé des classes populaires les plus marginalisées et elles ont été incluses dans la vie sociale. Aujourd'hui, ces gens pensent qu'ils sont arrivés là par leur propre effort et qu'ils ne doivent rien à personne. C'est le propre des classes moyennes partout dans le monde. Ce sont ces gens qui ont bénéficié de ces politiques d'inclusion sociale qui en sont devenus les pires ennemis. Je me souviens de ce que Frei Betto a dit après l'élection de Dilma Rousseff au Brésil, qu'il avait plein de critiques à faire à Lula pour ne pas avoir inventé une autre façon de changer politiquement la situation autrement que par la participation aux élections. Maintenant, c'est très important de donner la possibilité aux gens d'accéder à de meilleures conditions économiques, de pouvoir améliorer leur capacité d'achat, et leurs conditions d'existence matérielle. C'est important d'avoir des briques pour construire des maisons, mais il faut aussi conscientiser les gens à travers le processus. Il faut qu'il y ait une âme dans un processus d'émancipation sociale, l'âme qui va aller dans la brique et qui va faire en sorte que les gens se mobilisent avec conscience. C'est pour cela que les électeurs, électrices, se laissent séduire par ceux qui vont tout leur enlever, parce qu'ils croient qu'ils peuvent s'enrichir encore et ils ignorent ce qu'ils doivent au processus.

* La réussite n'est jamais entièrement individuelle, elle est en partie collective et redevable de l'effort de tous et de toutes.

Alberto Fernandez est un vieux militant péroniste qui a été chef de cabinet pour Nestor Kirchner. C'est un poste extrêmement important, il était la main droite du président. C'est l'un des membres de l'équipe qui a négocié le rééchelonnement de la dette avec le FMI. Il a été au cœur de la négociation politique avec les différentes forces en Argentine. Le chef de cabinet est aussi celui qui parle aux gouverneurs de chaque province au nom du président. C'est un poste de ministre. Là-bas les ministres ne sont pas élus, ils sont nommés par le président. Ils peuvent être des élus, mais ce n'est pas obligatoire. Fernandez n'était pas un élu, mais c'était quelqu'un de confiance, un gars brillant, un avocat, un professeur de droit. D'ailleurs, il continue à donner ses cours en attendant de prendre ses fonctions. On appelle cela un armateur politique, il est redoutable et c'est un excellent négociateur qui est très respecté. Il a été chef de cabinet pour Kirchner pendant toutes les années où celui-ci a été président, puis il l'a été pendant la première moitié du mandat de Cristina Kirchner avec qui il s'est chicané et il a quitté le gouvernement. Plusieurs années plus tard, quand Macri a pris le pouvoir, il s'est rapproché de Cristina. C'est un social-démocrate de gauche modéré, quelqu'un de très ouvert, de très accessible à tout le monde, mais il est très ferme et solide dans ses convictions. Dès qu'il a été élu, le premier contact qu'il a établi, c'est avec le président du Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador, parce qu'aujourd'hui le contexte géopolitique en Amérique du sud l'isole complètement.

Propos transcrits par Yves Carrier